




MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
ET DE LA PÊCHE

Secrétariat général Service des ressources humaines Sous-direction du Développement Professionnel et des Relations Sociales Bureau des affaires statutaires et réglementaires Adresse : 78, Rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP Suivi par : Odile SCHELTENNE Tél : 01 49 55 48 06 Fax : 01 49 55 83 20 Réf. Interne : Congé de paternité/congé d'adoption Réf. Classement :	NOTE DE SERVICE SG/SRH/SDDPRS/N2005-1302 Date: 16 novembre 2005
---	--

Date de mise en application : immédiate

Annule et remplace :

Date limite de réponse :

 Nombre d'annexe: 0

Objet : Congé de paternité/congé d'adoption

Textes : Circulaire FP/3 –FP/4 n°2018 du 24 janvier 2002 et circulaire FP/4 n°1864 et budget 2B-95-229 du 9 août 1995

Résumé : La loi n°2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique supprime le congé de paternité en cas d'adoption et le remplace par un allongement du congé d'adoption dans le cas où les parents partagent la durée de ce congé.

MOTS-CLES : CONGE DE PATERNITE/CONGE D'ADOPTION

DESTINATAIRES	
Pour exécution :	Pour information :
Administration centrale Services déconcentrés Etablissements d'enseignement	Etablissements publics Syndicats

I) - RAPPEL DES DISPOSITIONS RELATIVES AU CONGE DE PATERNITE « EN CAS DE NAISSANCE »

En cas de naissance, le congé de paternité est accordé, sur demande du père, pour une durée maximale de onze jours consécutifs et non fractionnables, ou pour une durée de dix-huit-jours en cas de naissances multiples. Les onze ou les dix-huit-jours se décomptent dimanches et jours non travaillés compris. Ces jours s'ajoutent et peuvent être pris consécutivement ou non aux autorisations spéciales d'absence de trois jours accordées à cette occasion.

Le congé doit être pris dans les quatre mois suivant la naissance de l'enfant, sauf en cas de report pour hospitalisation du nouveau-né. La demande du congé doit être formulée au moins un mois avant la date de début du congé.

Ce congé bénéficie aux agents titulaires et stagiaires qui conservent l'intégralité de leur traitement. S'agissant des agents non titulaires, ils bénéficient de ce congé rémunéré lorsqu'ils ont au moins 6 mois de services. En dessous de cette durée, ils sont placés en congé sans traitement pour une durée égale à la durée légale du congé de paternité.

II) - NOUVELLES DISPOSITIONS RELATIVES AU CONGE D'ADOPTION

1) Rappel de l'existant

En cas d'adoption, le père ou à la mère qui en fait la demande bénéficie d'un congé d'adoption, à compter du moment où l'enfant est effectivement accueilli dans son nouveau foyer. La durée de ce congé est fixée comme suit :

Types d'adoption	Situation	Durée du congé d'adoption (en semaines)
adoption simple	l'intéressé ou le ménage a moins de deux enfants	10
	l'intéressé ou le ménage assume déjà la charge d'au moins deux enfants	18
Adoptions multiples		22

Si l'un des deux parents renonce à ce droit, la totalité du congé est accordé à l'autre parent sur présentation d'une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne bénéficie pas d'un congé d'adoption pendant cette période. Celui des parents qui renonce, père ou mère, bénéficie alors du congé de trois jours pris consécutivement ou de manière discontinue, lors de l'arrivée de l'enfant au foyer ; ce congé peut être pris au choix de l'intéressé, dans une période de 15 jours entourant la date d'arrivée de l'enfant au foyer.

2) Modifications intervenues

L'alinéa 5 de l'article 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat a été modifié par la loi n°2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique. **D'une part, ces modifications portent sur l'instauration claire du possible partage du congé d'adoption entre les deux parents et substituent au congé de paternité en cas d'adoption un allongement du congé d'adoption. D'autre part, elles précisent l'organisation des relations entre l'administration employeur et le fonctionnaire.**

Il est dorénavant précisé que *« Le droit au congé d'adoption est ouvert à la mère ou au père adoptif. Lorsque les deux conjoints travaillent, soit l'un des deux renonce à son droit, soit le congé est réparti entre les deux. Dans ce dernier cas, la durée de celui-ci est augmentée et fractionnée selon les modalités prévues par la législation sur la sécurité sociale »*.

Aussi, lorsque la durée du congé d'adoption est répartie entre les deux parents, la durée de celui-ci est augmentée de onze jours pour l'adoption d'un enfant et de dix-huit jours en cas d'adoptions multiples et peut être fractionnée. La durée minimale de chaque congé est réduite à onze jours. Cette majoration du congé d'adoption est d'une durée équivalente à celle du congé de paternité.

Par ailleurs, l'alinéa 5-3° de l'article 34 de la loi précitée prévoit dorénavant explicitement que *« le fonctionnaire, à l'expiration de chacun des congés mentionnés aux deux alinéas précédents, (à savoir le congé de maternité, d'adoption ou de paternité), est réaffecté de plein droit dans son ancien emploi. Dans le cas où celui-ci ne peut lui être proposé, le fonctionnaire est affecté dans un emploi équivalent, le plus proche de son dernier lieu de travail. S'il le demande, il peut également être affecté dans l'emploi le plus proche de son domicile sous réserve du respect des dispositions de l'article 60 (à savoir les procédures liées aux CAP) »*.

Le Secrétaire Général

Dominique SORAIN